

L'autre jour, au comité des finances, le député a voté de concert avec les néo-démocrates en vue d'augmenter nos paiements aux provinces au titre de l'enseignement postsecondaire. Ils ne feraient donc pas de compressions à ce poste. Le chef de l'opposition (M. Mulroney) a dit qu'ils n'en feraient pas non plus au titre des services de santé. Il a dit qu'ils donneraient encore plus d'argent aux provinces dans ce domaine. Seraient-ils bien avisés de réduire les versements aux personnes âgées? Pas du tout. Comment feront-ils alors pour épargner les milliards de dollars dont ils parlent? Voilà la première partie de ma réponse à une question de pure forme, qui a une connotation partisane.

Quant au second aspect, je ne suis assurément pas disposé à convenir avec le député que nous pouvons nous permettre de faire marche arrière au moment même où nous réformons notre économie pour qu'elle soit axée sur les nouvelles technologies. Le déficit de 31.5 milliards du dernier budget ne me fait pas peur. Le député veut-il nous dire quel serait le montant de son déficit idéal?

Le seul reproche que l'on puisse honnêtement nous faire serait d'avoir trop dépensé au cours des années 1970. Nous avions une croissance réelle mais en même temps nous accusions des déficits. Dans cette perspective, si les députés de l'opposition peuvent affirmer en toute honnêteté qu'ils préconisaient à l'époque une réduction des dépenses, qu'au milieu des années 1970, ils étaient contre l'indexation de l'impôt sur le revenu des particuliers, leurs discours d'aujourd'hui sur les déficits pourront avoir une certaine crédibilité.

Je ne cherche pas d'excuse au déficit de 31.5 milliards de dollars prévu dans le budget du 15 février dernier. Tous ceux qui en cherchent doivent intervenir et nous indiquer dans quels secteurs ils effectueraient les réductions précises et qui en ferait les frais.

Mlle MacDonald: Monsieur le Président, j'ai écouté ce que nous a dit le député de Willowdale (M. Peterson) au sujet des pensions. C'est une question à laquelle je porte depuis toujours un intérêt particulier. J'ai entendu ses remarques éloquentes sur les besoins des personnes âgées, surtout les Canadiens célibataires âgés. Je suis d'accord avec lui, si ce n'est qu'il a fait des remarques élogieuses à l'égard du groupe de travail parlementaire sur la réforme des pensions, laquelle a recommandé une augmentation de \$102 par mois pour les personnes qui n'ont rien d'autre pour vivre que le SRG et la pension de vieillesse. Le gouvernement a choisi de n'y pas donner suite. Je tiens à lui demander un avis personnel. Je connais la réaction du gouvernement. Les personnes de plus de 65 ans, les 600,000 Canadiens qui vivent en-dessous du seuil de la pauvreté, sont essentiellement des femmes. La plupart d'entre elles en sont là parce qu'elles ont passé la plus grande partie de leur vie à travailler à plein temps à la maison et que rien n'était prévu pour elles dans les régimes de pension. Le groupe de travail parlementaire a formulé une proposition d'autofinancement en vertu de laquelle les ménagères pourront participer au Régime de pensions du Canada de plein droit, de sorte que si elles divorcent ou se séparent de leur conjoint ou si ce dernier décède, elles pourront continuer à bénéficier du RPC. Je cherche des personnes prêtes à appuyer cette proposition. Je sais que le gouvernement ne l'approuve pas mais, de son côté, le député qui semble s'inquiéter de ce problème, se rend-il compte que si nous ne faisons rien pour remédier aux injustices dont font l'objet les personnes qui travaillent à plein temps à la

Le budget—M. MacDougall

maison, il y en aura encore plus de 600,000 dans cette catégorie désespérée qui auront plus de 65 ans très bientôt?

• (1730)

M. Peterson: Monsieur le Président, j'ai deux remarques à faire pour répondre au député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald). J'approuve sans réserve le principe et la recommandation du groupe de travail concernant les pensions des ménagères. Comme l'honorable représentante le signale, la situation est absolument inadmissible. Il y en a tant qui ont fait un apport à la société. Que l'on ne me dise pas qu'être ménagère, ce n'est pas faire un apport important, essentiel et précieux sur le plan des valeurs sociales et des possibilités économiques que cela représente pour les autres membres de la famille. Personne ne peut dénigrer cet apport, surtout lorsqu'il s'agit du revenu de retraite de ces femmes célibataires qui vivent en-dessous du seuil de la pauvreté. C'est une honte nationale que tant de femmes célibataires vivent en-dessous du seuil de la pauvreté.

Je voudrais savoir quelle est la position de son parti à ce sujet. J'approuve sans réserve cette recommandation. Collaborons tous de façon constructive à la réalisation de cet objectif.

Ma deuxième remarque, c'est que l'exposé budgétaire du ministre laissait entendre que des entretiens sont en cours et seront entrepris sous peu avec les provinces en vue d'obtenir leur appui et leur collaboration dans cet effort. Je ne pense pas que nous puissions attendre très longtemps le début de ces entretiens avant de formuler certaines solutions pratiques au problème très réel que nous a décrit l'honorable représentante.

M. Kristiansen: Monsieur le Président, je voudrais poser quelques questions au député de Willowdale (M. Peterson). Il a parlé en détail de la question des dettes et des déficits, et je me demande s'il a lu un article paru dernièrement dans le *Financial Post* du 18 février 1984, sous la plume d'un professeur d'économie de l'Université de Manitoba, M. Ruben Bellan. Ce dernier soutient dans cet article qu'au lieu d'adopter au Canada à l'égard du déficit et de la dette une approche semblable à celle du gouvernement du Japon, nous avons, étant donné la politique du gouvernement libéral, que préconise même davantage le parti progressiste-conservateur, préféré emprunter à l'étranger et forcer nos municipalités et nos sociétés, etc., à faire de même, car le gouvernement n'emprunte pas à bas prix.

Le président suppléant (M. Guilbault): La période des questions est terminée. Le débat reprend.

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter pour votre nomination et vous adresser mes meilleurs vœux. Avant de commencer à exposer mon point de vue sur le budget déposé par le gouvernement le 15 février, je voudrais profiter de l'occasion pour féliciter le premier ministre (M. Trudeau) d'avoir annoncé son intention de prendre sa retraite. En tant que député conservateur siégeant de l'autre côté, je dois reconnaître honnêtement que je suis loin d'avoir toujours été d'accord avec le premier ministre, ce qui ne m'empêche nullement de le respecter profondément et de reconnaître qu'il a bien mérité sa retraite.